

NON AUX IDÉES
POPULISTES

**OUI AUX
RÉPONSES
DÉMOCRATES**



- 1. Immigration et espace Schengen**
- 2. Travailleurs détachés et dumping social**
- 3. Modèle social européen**
- 4. Défense du commerce et de l'industrie**

Oui aux réponses démocrates

Après 60 ans de paix et de prospérité, le projet européen est plus que jamais menacé.

Les crises successives, économique ou migratoire, et le terrorisme ont donné du grain à moudre aux populistes qui accusent l'Europe de tous les maux et souhaitent sa disparition.

Le Parti démocrate européen (PDE) se bat sans relâche, avec ses députés actifs au sein du Parlement européen, pour un modèle social européen qui garantisse à la fois des services publics de qualité et une libre concurrence synonyme de croissance forte et pérenne, grâce à la recherche, l'innovation et le développement durable.

Le PDE, mouvement politique transnational, défend l'idée d'une Europe intégrée et souveraine dont seule l'action collective permettra de faire jeu égal avec les puissances économiques établies et émergentes. Il rassemble partis, élus et citoyens qui souhaitent construire une Union plus proche des gens. C'est pourquoi le PDE entend refonder le projet européen et proposer aux peuples des solutions nouvelles, audacieuses mais crédibles pour tracer une perspective nouvelle.

Affilié au Parti démocrate européen dont il soutient et complète les objectifs, **l'Institut des démocrates européens (IED)** est un institut de recherche politique indépendant, soutenu par le Parlement européen. Il entend jouer un rôle actif dans le rétablissement et le renforcement de la confiance des citoyens envers l'Union européenne, et au-delà, dans la promotion d'une Europe unie et souveraine.

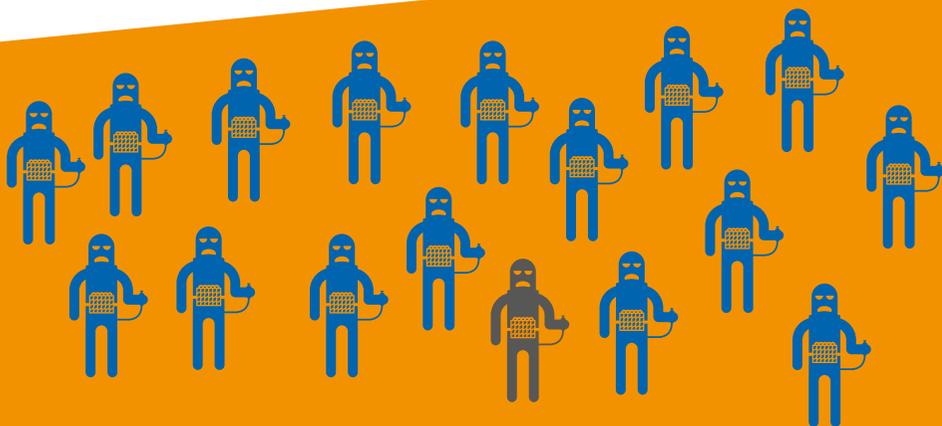
FAUX

« Bien sûr, tous les migrants ne sont pas des terroristes,
mais tous les terroristes sont des migrants. »
Nicolas Bay, député européen Front National

Parmi les seize attentats majeurs qu'a connus l'Europe depuis 2005, seulement **deux des trente-trois** terroristes impliqués sont issus de pays non-européens. L'amalgame entre réfugiés et terroristes est injuste car l'immense majorité des attaques terroristes commises à Paris, Bruxelles, Nice, Berlin ou Londres sont le fait de citoyens de l'UE nés en Europe et non de migrants.

Immigration et espace Schengen

Abolir Schengen menacerait la sécurité plutôt que la garantir. Une enquête menée après les derniers attentats a mis en lumière un partage d'information transfrontalier déficient et un manque de coordination entre les services de renseignement nationaux, dévoilant des failles importantes dans le système de sécurité européen. Rétablir les frontières intérieures compliquerait davantage la lutte antiterroriste et coûterait plusieurs millions d'euros supplémentaires à chaque État membre.



CE QUE
DIT
LE PDE

Le PDE plaide pour une agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes avec des compétences élargies (Frontex renforcé) et un contrôle strict des citoyens européens aux frontières extérieures de l'UE. Parallèlement, la création d'une agence européenne de renseignement doit faciliter l'échange d'informations entre les États membres.

L'idée même de l'espace Schengen est en danger comme jamais auparavant. Il doit être préservé comme le garant de notre liberté et d'une société européenne ouverte. Sa remise en question menacerait notre sécurité et notre prospérité. Les États membres doivent comprendre que sécurité ne rime pas nécessairement avec perte de souveraineté à condition de créer des organes communs de surveillance des frontières extérieures et de renforcer la législation relative à la sécurité intérieure.

Parmi les seize attentats majeurs qu'a connus l'Europe depuis 2005, seulement deux des trente-trois terroristes impliqués sont issus de pays non-européens.



FAUX

« Je défends les travailleurs français contre l'immigration qui diminue leurs salaires. »
Marine Le Pen, députée européenne Front National

Le discours populiste qui stigmatise des travailleurs détachés « voleurs d'emplois » et « profiteurs » du système social des pays hôtes ne résiste pas à l'examen des faits. Seulement **sept** emplois sur **mille** sont occupés par des travailleurs détachés dans l'UE.

Travailleurs détachés et dumping social

Le phénomène ne concerne pas uniquement les pays à bas salaires puisque **plus d'un travailleur détaché sur deux provient des États membres les plus riches**. On observe ainsi des flux importants entre des pays à salaires élevés comme l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas ou le Luxembourg.

La directive d'exécution approuvée en 2014 vise à améliorer concrètement l'application des règles. L'UE combat ainsi le dumping social en luttant contre la fraude et les tentatives de contournement de la réglementation par certaines entreprises peu scrupuleuses.



CE QUE
DIT
LE PDE

Le PDE défend le principe selon lequel « à travail égal, salaire égal ». Il prône la création d'une agence européenne de contrôle de la directive « travailleurs détachés » pour combattre la concurrence déloyale, l'établissement d'une liste noire des agences et entreprises ne respectant pas les règles, et la création d'un statut du travailleur européen.

La libre circulation des personnes est un des principes fondateurs de la construction européenne. Ce droit fondamental pour tous les travailleurs européens doit être préservé. C'est un défi majeur pour l'Europe qui doit veiller à établir des normes de travail équitables. Seule une action commune des États membres garantira un traitement égal de tous les travailleurs européens, détachés ou non.



Seulement sept emplois sur mille sont occupés par des travailleurs détachés dans l'UE.

FAUX

«En Grande-Bretagne, tout ce que nous avons fait c'est de dire à 485 millions de personnes: vous pouvez tous venir, chacun d'entre vous. Vous êtes au chômage? Vous avez un passé criminel? Venez s'il vous plaît. Vous avez 19 enfants? Vous êtes les bienvenus. Nous avons perdu le sens des réalités sur ces questions.»
Nigel Farage, député européen UKIP

Loin de profiter du système social au détriment des Européens, les migrants contribuent activement à la société dans laquelle ils vivent. Des études européennes fiables ont souligné l'impact favorable de la migration sur l'emploi et les systèmes de sécurité sociale européens. En effet, la majeure partie des migrants est jeune, en bonne santé et qualifiée, ce qui compense le vieillissement de la population de l'UE. En Allemagne, par exemple, le taux de natalité est si bas qu'il ne permet pas de renouveler sa population. A ce rythme, elle perdra 15 millions d'habitants d'ici 2100.

Modèle social européen

Le modèle social européen a fait de notre continent l'une des régions les plus florissantes de la planète, avec neuf Etats membres dans le top quinze mondial des pays les plus prospères. S'appuyant sur une protection sociale forte et des services publics de qualité, ce système réduit les inégalités sociales et renforce la cohésion sociale tout en facilitant l'intégration.

2007/08



2014



CE QUE
DIT
LE PDE

Le PDE entend promouvoir les valeurs de solidarité et de justice sociale à travers de différentes mesures. Par exemple :

- la garantie du principe de réciprocité selon laquelle tout don doit être suivi d'un contre-don,
- la poursuite des politiques de fonds structurels pour favoriser la croissance des régions défavorisées tout en veillant à une utilisation efficace et effective des aides octroyées,
- l'octroi de conditions de travail équitables, d'une réglementation du travail et d'une législation sociale justes (en matière de santé, de sécurité, d'égalité des chances, de durée du travail, de congés, etc.) et de rémunérations suffisantes,
- la garantie de la représentation et de la consultation des travailleurs.

Le modèle social européen offre un véritable filet de sécurité à tous les citoyens de l'UE. Aujourd'hui, les droits sociaux élémentaires sont pourtant menacés par un manque d'action commune. L'UE doit consolider un socle de protection sociale commun à partir des standards les plus hauts de chaque État membre.



Indice de prospérité Legatum 2016

17 pays de EU sont parmi les 30 pays les plus prospères du monde (9 pays de EU au Top 15) – ce chiffre est plus élevé qu'en 2014 (15 pays de EU en Top 30) ou en 2008 et 2007 (14 pays de EU au Top 30).

FAUX

«Quitter l'UE ne nous rendra pas seulement notre souveraineté nationale, un Nexit stimulera l'économie néerlandaise, aujourd'hui et demain. Cela créera de l'emploi et augmentera les revenus de nos citoyens et de nos entreprises.»

Geert Wilders, député néerlandais et leader du Parti de la Liberté

Les conséquences de la sortie d'un pays de l'UE ne sont pas encore connues. Mais les premières réactions au Brexit des acteurs économiques ne sont pas encourageantes. De nombreuses grandes entreprises (Goldman Sachs, Lloyd's) partent s'installer dans d'autres pays européens. D'autres poids lourds de l'économie l'envisagent également sérieusement (Microsoft, Deutsche Bank).

En 2015 l'UE se place en 2^e position du classement mondial des exportations de marchandises (% du volume mondial).

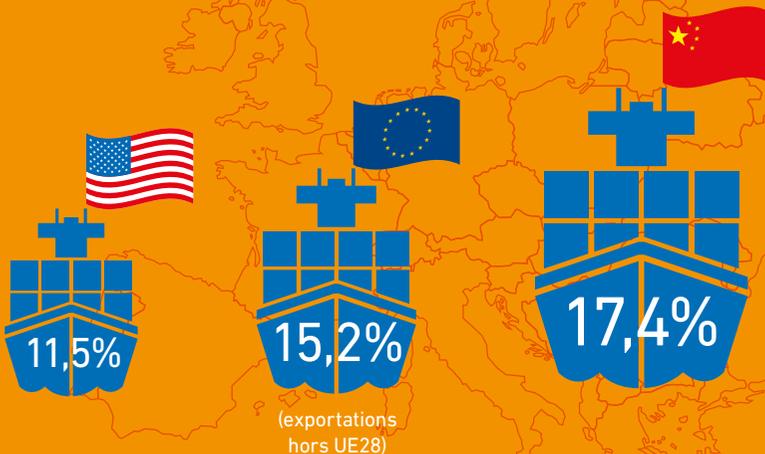
Défense du commerce et de l'industrie

En 2015 l'UE se place en 2^e position du classement mondial des exportations de marchandises (% du volume mondial).

CE QUE
DIT
LE PDE

Le PDE défend une politique industrielle et commerciale intégrée parce que dans un marché globalisé, seule une politique industrielle commune aux 28 États membres est efficace. Pour créer des emplois et relancer la croissance, l'UE doit moderniser son industrie. Pour cela, elle doit s'appuyer sur ses secteurs essentiels (automobile, aéronautique, industrie chimique, etc.) tout en investissant massivement dans les domaines de la recherche et de l'innovation (transport électrique, nanotechnologies, biotechnologie, intelligence artificielle, développement durable). Une simplification de la réglementation est également nécessaire pour faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés mondiaux.

C'est le manque de vision industrielle commune qui a conduit l'Europe sur le chemin de la désindustrialisation. A l'heure de la mondialisation, seule l'UE dans son ensemble possède un réel pouvoir de négociation pour rivaliser avec les Etats-Unis et les principales économies émergentes telles que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS). Notre vision n'est réalisable qu'à condition de cesser d'être naïf. Quand l'Europe fixe ses droits anti-dumping (une taxation supplémentaire, à l'importation ajoutée aux droits de douane) à 20%, les Etats-Unis, eux, n'hésitent pas à porter les leurs jusqu'à 200%. Il nous faut donc nous doter d'instruments de défense commerciale forts et protecteurs.





Rue de l'Industrie 4 – B-1000 Bruxelles – Belgique

info@democrats.eu

 PDE / EDP - European Democrats

 @PDE_EDP

 europeandemocrats

www.democrats.eu

Avec le soutien financier du Parlement européen